

10 FF
1,52 €

Contre les patrons et les bureaucrates syndicaux

L'autogestion, pas le paritarisme !

Quand, à l'issue de son assemblée générale du 18 janvier, le MEDEF avait annoncé son retrait des organismes sociaux (sécurité sociale, caisses de retraite, assurance chômage) avant le 31 décembre, la question se posait de savoir si c'était du bluff ou pas (1). L'alerte fut chaude. Le patronat mettait en avant son projet de « refondation sociale » et établissait une date butoir (31 décembre) tout en forçant la main aux syndicats et à l'Etat sur les points qu'il désirait renégocier. L'organisation patronale émergeait médiatiquement de l'ombre où l'application des 35 heures l'avait relégué. Malgré les nombreux avantages que les compères du baron Scillères vont obtenir des 35 heures, le MEDEF avait mal digéré de ne pas pouvoir en tirer davantage encore. La seconde loi votée à l'assemblée nationale, les luttes liées à la RTT dans le public et dans le privé se multipliant, les patrons voulaient reprendre l'initiative et faire montre d'énergie. Voilà qui est donc fait.

Petits effets de manche et grandes compromissions

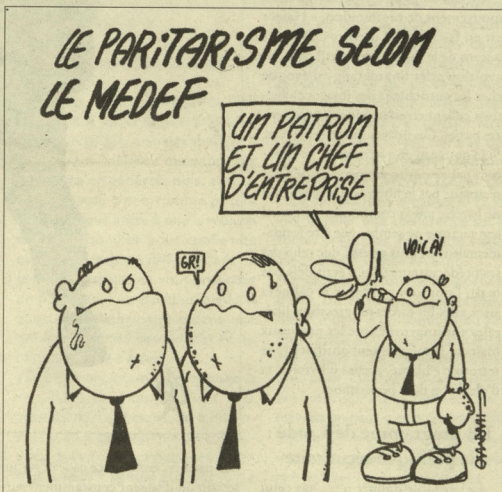
Avant de se revoir le 3 février, les syndicats avaient déclaré le 26 janvier qu'ils feraient bloc contre le chantage patronal. C'est donc sans surprise que les syndicats « représentatifs » dont la CFTC (interdiction de rire!), se sont retrouvés devant les représentants du MEDEF ce 3 février. La réunion se déroulait dans un des hauts lieux de l'Etat, le Conseil économique et social (tout un symbole).

Près de six heures de négociation entre briscards du paritarisme seront donc nécessaires pour que les patrons renoncent à l'ordre du jour qu'ils avaient mis en avant et pour que les syndicalistes apportent leur point de vue aux sujets qui seront bientôt abordés. Car il est prévu que d'ici au 15 mars, les partenaires sociaux planchent dans des groupes de négociations sur l'approfondissement de la négociation collective. Ces quatre sujets feront l'objet d'une nouvelle rencontre au sommet avant l'été. Plus tard, quatre autres thèmes seront traités: la formation professionnelle, l'égalité professionnelle, la place

de l'encadrement et la protection sociale.

À l'issue de la rencontre, chacun y est allé de son petit commentaire. En gros, il n'y avait pas de vainqueurs ni de perdants. Le paritarisme va donc continuer son bonhomme de chemin.

lière qui déclarait le 5 septembre devant le MEDEF: « nous faut des syndicats puissants qui soient à l'abri de la démagogie et de la surenchère » (3). Notre vigilance active pour les prochaines négociations du 15 mars patronat-Etat-syndicats devra donc être tournée non



Pourtant, on ne doit pas baisser la garde. Il nous faut rester vigilant face à ces machines à compromissions que sont les syndicats représentatifs et à leur attitude face au patronat qui, en remettant en cause sa participation à la gestion des caisses sociales remet en cause l'accession au gâteau du pouvoir des syndicats. Si le paritarisme fonctionne en France comme ailleurs, c'est bien que des structures syndicales acceptent d'en être. Et ces structures qui « représentent les travailleurs » ont bien mal défendu leurs adhérents si l'on en juge par l'examen des droits sociaux sans cesse rognés, d'année en année. Ces mêmes syndicalistes qui cogèrent le pouvoir et le rabotage continu des retraites et pensions ne remettent pas en cause dans ce contexte les revenus scandaleux de Jean-Luc Lagardère, PDG du groupe qui porte son nom (6 millions de francs par an), de Ph. Bourguignon (pdg du Club Méditerranée, 3 millions), de Claude Bébér (pdg d'Axa, 16 millions de francs) (2)...

Sans tomber dans l'antisindicalisme primaire, car la minorité bureaucrate syndicale qui anime le pouvoir ne peut pas faire oublier les milliers d'adhérents sincères et combattifs, il faut connaître la position du patron de l'industrie hôte-

pas vers le seul patronat comme le voudrait le secrétaire général de la CGT, mais vers tous ceux qui négocient pour nous, sans nous.

Capitalistes et bureaucrates: tenons-les à l'œil

Au moment où l'on apprend que « 60 % de Français ne veulent pas que les patrons quittent la sécu » (4), il va falloir sans doute remettre sur la table notre conception égalitaire et autogestionnaire avec et pour les usagers de nos caisses sociales et de solidarité. Si une majorité de l'opinion publique pense que les patrons doivent rester malgré tout ce qu'ils nous ont déjà fait, c'est qu'ils n'ont pas idée pour une autre conception sociétaire que celle-là. Nous pouvons y remédier en comprenant les mécanismes de gestion actuelle, pour mieux dénoncer les effets pervers et apporter des réponses et des actions adaptées aux problèmes posés par un paritarisme qui perpétue une société d'inégalités sociales et d'illégitimes partages de pouvoirs. Tout cela en notre nom.

Daniel. - groupe du Gard de la EA.

(1) *Le Monde libertaire* du 27 janvier
(2) *Le Monde* du 22 janvier
(3), (4) *L'Humanité* du 4 février.

• Autriche :
• organiser la résistance
page 2

• Mobilisation dans
• l'Education : élèves,
• parents et enseignants
• tous ensemble

page 4

EDITORIAL

Les émeutes racistes d'El Ejido la semaine dernière dans le sud de l'Andalousie, ont contraint les immigrés marocains à la fuite, seul moyen d'éviter la folie meurtrière qui s'abatait sur eux à cause de l'assassinat d'une espagnole par un déséquilibré marocain. Les autorités locales par démagogie électorale ont laissé se propager la violence aveugle. L'Espagne, terre d'immigration récente (début des années 90) rentre à son tour dans le cercle morbide de la répression anti-immigrés, des politiques sécuritaires et du contrôle des frontières.

Elle s'inscrit en cela dans l'Europe forteresse, produit politique d'une banalisation du racisme. La droite et les socio-démocrates n'ont fait qu'entériner une partie du programme des partis d'extrême droite, lesquels s'en trouvent confortés idéologiquement.

Pourtant les dirigeants de l'Europe des flics ne sont pas dupes de leur propre politique. Loin de « l'immigration zéro » qu'ils n'hésitent pas à prôner pour couper l'herbe sous le pied (électoralement et provisoirement) aux fascistes, ils savent au contraire qu'un flux d'immigration contrôlé sert l'économie des profits. Ainsi l'Italie prévoit l'entrée de 63 000 immigrés sur son territoire cette année, la Belgique étudie la régularisation de 40 000 sans-papiers. En France, Juppé a reconnu que l'immigration était nécessaire.

Alors, c'est bientôt l'ouverture des frontières?

Loin de là! Car s'il est évident qu'une main-d'œuvre immigrée permet de maintenir la pression sur les salaires, il faut pour que cette pression soit efficace, que les immigrés se trouvent dans une situation difficile. Sans-papiers, sans formation, sans maîtrise de la langue, sans un sou et sans soutien ils deviennent les cibles rêvées des exploiters qui font ainsi l'économie d'une délocalisation.

L'espoir d'une vie meilleure, pour laquelle meurent chaque année des centaines de Marocains dans le détroit de Gibraltar, n'est pas au bout du chemin. Ceux qu'on qualifie parce qu'ils n'ont rien: les « sans », viennent peupler des banlieues où le chômage et la désillusion mènent souvent à des actes désespérés et aux géolés républicaines.

Seules des luttes déterminées et solidaires ont permis à quelques-uns de franchir un pas vers une dignité retrouvée. C'est un combat toujours à recommencer, car pour des régularisations au compte goutte ce sont des centaines de milliers de clandestins qui chaque année risquent tout pour franchir les frontières de l'Europe.

Mais chaque bataille qui sera gagnée, à Saint-Ambroise ou partout en Europe donne un espoir à ceux qui restent dans l'ombre.

ISSN 0026-9433 - N° 1193

M 2137 - 1193 - 10,00 F



FOP2520

Autriche: la résistible ascension du FPÖ

L'ARRIVÉE AU POUVOIR DE l'extrême droite en Autriche est peu surprenante. Elle représente l'apogée de la montée apparemment irrésistible du FPÖ (Parti Libéral d'Autriche) de Jörg Haider, un parti d'extrême droite moderne et « à la mode », qui préfère les costumes chics aux chemises noires ou brunes. Les sinistres records en ce qui concerne le racisme (50 % des autrichiens se disent ouvertement racistes dans les sondages) et le soutien électoral à l'extrême-droite de M. Haider (28 % pour le FPÖ, 50 % du vote ouvrier) ont été préparés et favorisés par des facteurs très spécifiques à l'histoire autrichienne.

L'hypocrisie d'une nation, dont une partie très importante de la population a accueilli avec enthousiasme le retour du « fils perdu » en 1938, se déclara après 1945 « première victime du nazisme ».

Les affaires de l'électoratisme

C'est une interprétation de la démocratie représentative très originale qui ne donne même pas aux électeurs l'illusion de pouvoir influencer la politique du gouvernement. Quasiment déconnectés des résultats électoraux, les deux partis majeurs du pays, conservateurs et sociaux-démocrates se partageaient le pouvoir depuis les années 80. Dans ce contexte, le minuscule parti national-libéral que M. Haider dirige depuis

1986 apparaît comme la seule véritable alternative au cartel du pouvoir. Enfin, la chance de l'extrême-droite autrichienne a été de s'épargner les rivalités entre différents chefs. Avec un potentiel comparable à celui de la FPÖ, l'extrême droite allemande, et plus récemment la française, ont minimisé leurs résultats à cause de querelles personnelles.

Les réactions des autres gouvernements européens sont nettement plus violentes qu'à l'époque de la coalition de M. Berlusconi avec les néofascistes en Italie. Ce changement d'attitude semble plus être motivé par l'inquiétude des politiciens européens de voir arriver au pouvoir un parti ouvertement anti-Europe et anti-Maastricht que par des réflexions humanistes.

De toutes façons, il ne faut surtout pas compter sur les « résistances » gouvernementales. Dans quelques semaines, le nouveau gouvernement autrichien sera complètement intégré dans les institutions européennes. Le fonctionnement de l'Union européenne, qui impose l'unanimité sur beaucoup de questions, ne leur laisse pas le choix.

La riposte nous appartient

Nos véritables alliés dans le combat contre l'extrême-droite sont naturellement ces manifestants et manifestantes qui assègent courageusement et infatigablement les institutions étatiques à

Vienne depuis une dizaine de jours. Le 2 février, à l'occasion de la conférence de presse qui annonçait l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, 500 personnes manifestaient devant le parlement. Le 3 février, ils étaient 20 000 devant la chancellerie du président autrichien. Le 4 février, les protestations réunissaient 10 000 antifascistes, 5 000 le lendemain.

Ils et elles ont occupé le théâtre national, les bureaux du parti conservateur et le ministère des affaires sociales, paralysé d'écouls dans la capitale, bombardé d'œufs et de tomates obligeant le nouveau gouvernement à passer par un tunnel souterrain le jour de son inauguration à la chancellerie présidentielle. Elles et ils ont réussi à rétablir une culture de résistance et de protestation dans un pays qui était depuis trop longtemps caractérisé par la paix sociale et le partenariat patrons-syndicats. Pour l'instant, le plus grand risque pour ce mouvement semble résider dans l'orientation de la critique et de la propagande antifasciste vers le passé et quelques citations de M. Haider à propos du nazisme, plus qu'envers l'actualité de la FPÖ et de sa politique gouvernementale.

Un des slogans emblématiques du mouvement de protestation, « Haider est un fasciste » (et il existe de bonnes raisons de le caractériser ainsi) pourrait avoir un effet boomerang : il évoque chez les autrichiens des images collectives collant étroitement aux expériences nazies. Ces images sont très précises. Si le nouveau gouvernement ne construit pas de camps de concentration, s'il n'attaque pas la liberté de la presse, s'il ne harcèle pas la communauté juive, si son racisme ne semble pas être fondamentalement plus agressif que celui des ses prédécesseurs (qui n'était déjà pas mal), l'opinion publique se calmera assez vite, les forces progressistes libérales s'arrangeront avec les nouveaux maîtres, le mouvement antifasciste se retrouvera blâmé, accusé d'hystérie et d'obsession de la persécution.

Un programme déjà rodé : la politique sécuritaire

Le véritable danger n'est pas celui d'un déjà-vu des années 30 (des camps de concentration pour isoler des éléments subversifs ?). Pour eux et leurs idées, l'isolement est déjà un fait, en France comme en Autriche.

Le véritable danger du nouveau gouvernement autrichien est qu'il pourrait servir de modèle à une version dure de la « démocratie », inspirée par le « zéro tolérance » made in États-Unis et les régimes autoritaires d'Asie (Singapour), où la moindre faute est suivie d'une punition draconienne, où la prison remplace le RMI, où le travail forcé remplace les indemnités de chômage, où les gouvernements se réjouissent du recul du chômage dû au retour des femmes dans leurs foyers. De l'autre côté de la frontière, le FPÖ a déjà toutes les chances de servir de modèle, le

trionphe de l'extrême droite autrichienne coïncidant avec la débâcle de la droite traditionnelle allemande.

Des cinq thèmes emblématiques du FPÖ que sont le racisme, la lutte contre la corruption et les privilèges, l'opposition à l'Union européenne, la libéralisation de marché du travail et le renforcement des mesures sécuritaires, le FPÖ ne peut jouer tranquillement que la carte sécuritaire.

Les réglementations racistes resteront probablement dans le cadre de la (honteuse) normalité européenne, le FPÖ ne

fait ses électeurs mais aussi pour « compenser » les brutalités de la libéralisation, le FPÖ doit donc concentrer son intérêt sur la politique sécuritaire. Dans cette démarche, il risque d'être approuvé et de finir la période législative (quatre ans) plus renforcé qu'affaibli, démythifié et usé par le pouvoir.

Vive la solidarité internationale

Nos camarades autrichiens sont déjà les premières victimes d'un durcisse-



OR

ment des « actions » des forces de l'ordre : matraquages fréquents, arrestations, utilisation des canons à eau (la première fois depuis 10 ans), et ce malgré la grande popularité des protestations à Vienne. Nous, anarchistes, constatons sans joie maligne une fois de plus les perversités du système parlementaire représentatif. 28 % des autrichiens ont voté pour M. Haider. Les sondages montrent une stable majorité défavorable à la coalition droite-extrême droite.

Beaucoup d'électeurs des conservateurs sont furieux car personne, chez les conservateurs, n'osait avant les élections évoquer la possibilité de s'allier à l'extrême droite. Une fois le scrutin terminé, les électeurs n'ont plus de contrôle sur les décisions des députés, pourtant censés les représenter. Les députés sont irresponsables (dans le double sens du terme) là-bas comme ailleurs. Et là-bas comme ailleurs, c'est à nous à prendre nos affaires en main. Les camarades antifascistes autrichiens le savent bien. Ils ont souligné à plusieurs reprises l'importance du soutien international à leur cause. Ils la réclament dans leurs manifestations : « Hoch die internationale Solidarität! » (vive la solidarité internationale!).

La déréglementation du secteur de travail provoquera nécessairement des désaccords entre le FPÖ et son électoral, composé en grande partie du monde ouvrier et de défavorisés. Par contre, sur la politique sécuritaire, Haider et sa clique se retrouvent en phase avec sa base et ses partenaires conservateurs, mais aussi avec beaucoup de ses « ennemis » d'Autriche et d'Europe. Pour satis-

Martin (groupe FA de Lille).

Autorisation de prélèvements
 80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

ORGANISME CREANCIER
PUBLICO - LE MONDE LIBERTAIRE
 145, rue Amelot 75011 Paris

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)
 NOM Prénom
 N° Rue
 Code postal Localité

NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER
 (votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)

NOM Prénom
 N° Rue
 Code postal Localité

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER
 Etablis. Codes Guichet N° de compte

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date
 Signature obligatoire

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

libertaire
 Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
 Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays A partir du n° (inclus).
 Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication: J. Toublet
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie:
 Les Informations dieppoises SA,
 8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
 Dépot légal 44.145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - La Vigie

Municipales 2001 Les partis s'y collent, les sectes racollent !

LA PERSPECTIVE DES ÉLECTIONS municipales de 2001 commence à faire bouillonner le marigot politique. Nouvelle cible: les étrangers. Mais ce coup-ci, les partis de la gauche plurielle et ceux de la droite « la plus bête du monde » (selon leurs propres termes) ne s'empalent pas pour savoir qui les expulsera le mieux (Chevénement et ses sbires pluriels s'en chargent). Que nenni ! Ce qui les préoccupe, c'est plutôt de savoir s'il faut les faire voter aux prochaines municipales, justement ! Le pire, c'est qu'il y aura certainement des « z'étrangers » (1) pour céder aux sirènes électoralistes et qui iront voter pour l'un ou l'autre des partis en lice.

Ces mêmes partis qui ont, depuis 20 ans au moins, joué à faire monter le F.N., puis chassé sur ses terres et récupéré certains de ses discours, organisé la chasse aux sans-papiers, engraisé le racisme et la xénophobie, le fantasme sécuritaire... Suivez mon regard ! Après l'étranger-gibier de potence ou de charter, voilà l'étranger-gibier d'isolement ! Et c'est pas tout, y'a pire ! Non ? Si, si !

Le parti humaniste à l'affût

À Lille, on a pu voir depuis quelques temps fleurir sur les murs de petites affiches appelant « des volontaires pour créer un parti au service des gens » et proposant comme thème de campagne... « le droit de vote des étrangers résidant en France ». Étrange coïncidence, n'est-ce pas ! Le Parti humaniste, qui lance cet appel, se déclare « solidaire - non violent - non discriminatoire ». Ce qu'il oublie de dire (et on le comprend), c'est qu'il a été catalogué comme secte dans le rapport parlementaire « Les sectes et l'argent » de juin 1999.

Le Parti humaniste (P.H.) est en effet la branche politique du Mouvement Humaniste, secte fondée en 1969 en Argentine par Mario Rodriguez Cobos, dit « Silo ». Outre le P.H., le

Mouvement Humaniste regroupe une myriade d'associations qui lui servent de paravent (2).

Pour remédier aux problèmes actuels, le P.H. se fait le héraut d'une idéologie, le « Siloïsme » (du nom de son fondateur, bien sûr !) qui prône le développement personnel et la transformation sociale par la solidarité, la non violence, les coopératives, l'autogestion, etc... Il a également participé à des manifestations ou des campagnes pour le désarmement, le soutien aux chômeurs, contre les expulsions d'immigrés... et s'est même, ces dernières années, présenté sous différents noms (Parti Vert, La Communauté...) à des élections cantonales et législatives (3). Mais il ne faut pas s'y fier ! Sous des dehors qui peuvent paraître somme toute sympathiques (progressistes, écologistes, voire - pourquoi pas ? - libertaires) se cache une véritable machine infernale dont le but est de laver les cerveaux et de réduire en esclavage ses adeptes.

Après le vote, la lobotomie

Comment s'y prennent-ils ? Le P.H. recrute « sur le terrain » (méetro, rue, marché...), en vous invitant à répondre à quelques questions sur la société en général ; puis, si vous avez le profil d'une victime potentielle, on vous invite à une « réunion d'intégration », on vous confie vite quelques responsabilités dans le groupe - histoire de vous impliquer un peu plus - et, de fil en aiguille, vous voilà embringué-e dans une dynamique dont il devient de plus en plus difficile de s'échapper.

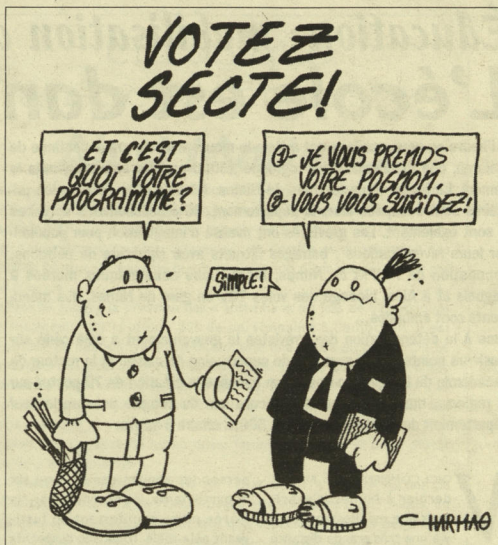
Parallèlement est mise en oeuvre la manipulation mentale, via des séances de méditation, de « distension », de « gymnastique psychophysique » et autres techniques destinées à vous fragiliser et à détruire à petit feu - et à coup sûr - votre résistance, votre volonté, votre raison critique, votre faculté d'analyse, etc. On vous endoctrine, on vous fait travailler pour le Mouvement

(bénévolement, bien entendu !), on vous coupe peu à peu de votre famille, de vos ami-e-s, de votre milieu, pour que le Mouvement soit votre seul refuge, votre seule référence, votre seule raison d'être... selon la sinistre mécanique parfaitement bien huilée de toute secte (4). L'Association de défense de la famille et des individus de Lille (5), après avoir été prévenue par nos soins de la présence du P.H. dans notre bonne vieille ville, a informé la presse locale sur la véritable nature du Parti humaniste (6).

Eradiquons les sectes

Quant à nous, GRO.ME.LI.F.A. (7), nous avons rédigé - grâce aux informations fournies en retour par l'A.D.F.I. - un tract qui a été diffusé auprès des commerçant-e-s et de la population locale, particulièrement dans le quartier de Lille-Moulins, cible principale du Parti humaniste. C'est en effet un quartier populaire qui accueille un bon nombre de personnes d'origine étrangère et/ou précarisées, et qui de ce fait pourraient être sensibles aux « beaux discours » du P.H. et tomber facilement dans le panneau, sans se douter de ce qui les attend réellement ! Par ailleurs, le Centre Culturel libertaire de Lille (8) a organisé le 22 janvier dernier une conférence sur les sectes présentes dans notre région, avec comme invitée l'A.D.F.I.

Apparemment, tout cela a porté ses fruits, car la venue dans la capitale des Flandres d'un membre du Parti humaniste pour une conférence a été annulée. Leurs funestes plans ont, pour l'instant tout au moins, été contrecarrés ; il reste à espérer (révons un peu) que la leçon suffira ! Toujours est-il que la vigilance reste - encore et toujours - de rigueur, car la bête est pugnace ! Mais l'on peut compter sur les anarchistes pour dénoncer le danger que représente les sectes et pour aider à déjouer les pièges qu'elles tendent pour déposséder les individus



de leur liberté d'agir, de penser, d'être !

Laurent - GRO. ME. LI.F.A.

(1) C'est des « vrais » étrangers, des extra-Européens qu'il s'agit, les Européens ayant désormais le droit de vote aux prochaines municipales.

(2) Le Mouvement, La Communauté, Le Parti Vert, La Communauté pour l'Équilibre et le Développement de l'Étre Humain, Futur Vert, Mouvement Non Violent Solidaire Internationaliste, Comités de Quartier, Groupe Ecologique Pacifiste et Anti Discriminatoire, et bien d'autres ! (cf Rapport parlementaire)

(3) Ce qui lui permet, suite aux législa-

tives de 1997 où il a recueilli 3508 voix, de recevoir de l'État chaque année - et ce jusqu'à la fin de la législature - la somme de 38.000 FF ! (Source: Voix du Nord, 3 décembre 1999)

(4) A lire absolument: « La mécanique des sectes » de Jean-Marie Abgrall, Ed. Pocket, 2000.

(5) A.D.F.I. Nord-Pas de Calais-Picardie, 19 place Sébastopol 59000 Lille.

(6) Article de La Voix du Nord du 3 décembre 1999.

(7) Groupe de la métropole lilloise de la Fédération anarchiste, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

(8) Centre Culturel Libertaire, 4 rue de Colmar 59000 Lille.

Faits d'hiver Pour un œil, les deux pour une dent, la gueule !

Des enfoirés de capitalistes multinationaux et boursicoteurs qui rapinent et pillent les ressources de cette propriété collective qu'est notre environnement naturel. Qui réchauffent l'atmosphère jusqu'à mettre en péril les conditions même de la vie. Qui nous imposent la route par rapport au rail et le transport individuel par rapport au transport collectif. Qui font transporter leur pétrole par des rafiotés dégingués, skipés par des équipages du tiers monde sous-payés et surexploités sous des pavillons de complaisance. Qui chient leurs immondices dans nos océans et sur nos plages, because de prétendus accidents qui ne sont que les conséquences obligées d'une logique du profit à tout crin... Ça a toujours été inacceptable ! Et seule une révolution sociale digne de ce nom pourra mettre un terme à cette criminalité capitaliste !

Que ces enfoirés puissent tout saccager en toute impunité. Qu'ils fassent ramasser leurs merdes par des bénévoles, qu'ils s'arrangent pour que les assurances, les États, les impôts (les nôtres), et leur charité, paient, mal, en partie et tardivement, les conséquences de leurs inconsciences. Qu'ils se pavangent, négocient, chipotent, étalent leur morgue à l'infini de leur arrogance... ça devient de plus en plus intolérable !

Mais que faire ?

Lancer des appels au boycott de Totalfina ? Oui, sûrement, mais... !

Faire des manif, coller des affiches, distribuer des tracts, dénoncer Pierre en expliquant que Paul et Jacques ne valent pas mieux... ? Oui, sûrement, mais... ! Alors ?

Et si on leur rendait la monnaie de leur pièce en leur faisant subir ce qu'ils nous font subir ? Ils chient dans notre mer et sur nos plages. Faisons leur retour de leur merde !

Totalfina c'est bien évidemment des capitaux difficilement identifiables. Mais c'est aussi des managers, des dirigeants, des chefs d'illions, avec des adresses de travail, de domicile et de résidence secondaire. C'est aussi des bureaux, des sièges sociaux, des buildings, mazoutés dix fois par jours !

Oh bien sûr, ils nous mettront les flics au cul !

Mais qu'ils nous les mettent !

Des enfoirés emmazoutant en toute impunité le reste du monde et des zanats, emmazoutant les emmazoutants, il est aisé de comprendre de quel côté penchera l'opinion publique !

Alors, c'est quand qu'on arrête de chialer et c'est quand qu'on se décide à commencer à faire comprendre aux enfoirés que désormais... ?

Jean-Marc Raynaud

En bref

■ Le groupe Spartacus de Clermont-Ferrand change d'adresse postale, c/o FA, B.P. 105, 63110 Beaumont.

■ Le n°225 (février 2000) d'Alternative libertaire est sorti. Au sommaire: Totalfina: capitalisme de merde; Le Réseau de résistance alternatif; Le mal au dos du roi; Culture et féminisme; Le bonheur, c'est l'anarchie!; Le cinéma et le pouvoir; le bulletin du Collectif Chômeur pas chien! et une affiche contre la peine de mort aux USA. Alternative libertaire est disponible aux librairies du Monde libertaire et La Plume Noire (20ff) ou par abonnement (150ff pour les lecteurs/lectrices du ML) en envoyant un chèque à la BP 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles (au nom de Roger Noël).

■ le groupe Durruti tienda désormais une table de presse sur le campus de Bron (fac Lyon II), en face du rest U, chaque mardi entre 12h et 13h30 (au lieu du mercredi).

■ Drapeau Noir n° 17, périodique du groupe Proudhon est paru: Foire de l'autogestion; Non, il n'existe pas de capitalisme à visage humain; Comment nous avons bloqué l'OMC; Les hommes d'Etat pacifistes; Religion: école de la soumission; Interview de J.-B. Pouy; Coups de gueule; Interview de Dallia; Bakounine, tonton de l'anarchisme; L'Eglise jubile et les femmes trinquent. Abonnement 50 F les 5 n°. Chèque à l'ordre de CESL... CESL, BP 121 25014 Besançon Cedex.

Éducation: mobilisation dans le Gard L'école est dans la rue

À l'heure où nous publions cet article le mouvement de grève continue de s'élargir, une manifestation a regroupé 15000 parents et enseignants le samedi 12 février dans les rues de Nîmes. À cette date 300 écoles primaires sont occupées dans le département, 30 établissements scolaires le sont également. Les grévistes ont rivalisé d'imagination pour populariser leurs revendications : barrages filtrants avec signature de pétitions, occupation de l'IUFM de Nîmes, inspections académiques murées à Bagnols et à Alès, blocage des voies TGV en gare de Nîmes, des monuments sont emballés...

Face à la détermination des grévistes le gouvernement a déjà cédé sur plusieurs points : il n'y aura pas de suppression de classe et le recteur de l'académie du Languedoc-Roussillon annonce la création de 78 postes sur la région... mais nous sommes encore loin du compte puisque le seul département du Gard en demandait 500... affaire à suivre.

VOICI COMMENT, LE 5 FÉVRIER dernier à Nîmes, s'exprimait une manifestante: « Il y a une très grande distance entre les discours tenus par le gouvernement et la réalité. On nous dit que l'école est une priorité. Certes, elle n'a jamais été entourée d'autant de discours mais elle est de plus en plus vouée à se démentir toute seule pour survivre. Enseignants et parents sont en permanence à la recherche de fonds pour financer des projets fondamentaux: vente de calendriers, stands, lotos, vide-greniers... dont les bénéfices permettront d'acheter aussi des outils importants pour travailler (livres, bouliers, instruments de musique, téléviseurs, magnétoscopes, ordinateurs, etc.). Car bien sûr, les mairies ne peuvent pas tout financer! Le rôle de l'école et des parents n'est pas d'accumuler de l'argent tout au long de l'année pour que l'enfant puisse travailler dans de bonnes conditions. L'implication est autre. L'Etat abandonne ses responsabilités et procède, sous couvert d'un discours démagogique bien entendu, à la disparition d'une école républicaine solide, juste et bien équilibrée au niveau des moyens sur tout le territoire français. »

Une lutte massive et solidaire

À quelle aune faut-il faire référence pour mesurer l'impopularité d'un ministre ou l'intolérable d'un désastre écologique afin que les médias s'en fassent l'écho ? À Nantes, 20 000

personnes venues des cinq ou six départements concernés par la marée noire manifestent en fustigeant pêle-mêle Total, ses dirigeants et les autorités de tutelle (le CEDRE, la préfecture maritime entre autres). À Nîmes, 5 000 enseignants, parents et élus du seul département du Gard se mobilisent pour manifester contre la dégradation de l'enseignement public. D'un côté, et on ne peut que s'en louer, une couverture médiatique protéiforme et multidirectionnelle, de l'autre des informations régionales parcellaires et rien ou si peu au niveau national... Et pourtant, un mouvement de grève reconductible initié par l'intersyndicale des professeurs des écoles gardois dure depuis une semaine, se traduisant par un pourcentage de plus de 80 % d'enseignants grévistes, l'occupation de l'inspection académique, ne s'agissant pas de revendications catégorielles, les parents se sont vite montrés solidaires du mouvement en occupant de nombreuses écoles, notamment en zone rurale et dans les quartiers défavorisés. Des cahiers de doléances ont été mis en place dans les écoles afin que chaque enseignant y consigne les dysfonctionnements constatés ainsi que les remèdes à apporter pour amender le fonctionnement du système scolaire. Ces recueils ont été collationnés et portés à l'inspection académique pour être transmis à Allègre. Le constat est unanime en ce qui concerne un manque flagrant de moyens : les remplacements ne sont plus assurés dans la mesure où

le personnel chargé de cette tâche est employé pour combler un déficit de postes non pourvus par l'inspection académique, des psychologues scolaires en grâce sous-effectif (une personne pour 130 établissements...), des réseaux d'aides et de soutien pour enfants en difficultés (RASED) dont l'existence, faute de moyens, ressemble à une coquille vide et ne peuvent remplir leur rôle, des classes surchargées et la crainte récurrente de fermeture de classes.

Allègre fait l'Autruche

Face à cette mobilisation citoyenne, le ministre, d'abord muet, se contente simplement au bout d'une semaine de réaffirmer qu'il n'y aura pas de fermeture de classe, qu'un plan de rattrapage pour la région Languedoc-Roussillon permettra des créations de poste, ne s'adressant que par médias interposés aux manifestants. Allègre, notamment au club de la presse d'Europe 1, ne sort de son cartable que des chiffres erronés en matière de postes et de créations de classes : il avance le chiffre de 5 000 professeurs des écoles pour le département alors que les effectifs de l'inspection académique ne comptent que 3 000 postes d'enseignants... Il s'enorgueillit de 38 ouvertures de classes en omettant de parler de la fermeture de 28 classes l'année précédente. À qui profite le mensonge ? Le préfet du Gard, relayé par la PEEP, reproche aux enseignants d'occuper les locaux de l'inspection académique ne respectant pas ainsi les valeurs de la République, eux qui ont à enseigner l'instruction civique aux enfants. Sur ordre du ministère, les forces de l'ordre investissent au petit matin les locaux concernés et évacuent le piquet de grève installé depuis une semaine. Devant des agissements aussi graves, l'intersyndicale, déplorant le manque de dialogue, reconduit la grève en s'adressant directement à Jospin et en entreprenant un vaste effort d'information en direction des parents non encore mobilisés et des collègues non encore grévistes. La grève tend à s'étendre sur tout le département et à déborder



sur l'Hérault en essayant le secondaire qui souffre des mêmes maux.

Autogérons l'éducation

Le groupe du Gard de la Fédération anarchiste, s'associant à une démarche autogestionnaire, rappelle qu'une réflexion de fond en ce qui concerne l'éducation, l'enseignement et la formation, est bien engagée parmi celles qui permettraient de transformer la société : inscrite dans l'égalité d'une société sans classe, l'éducation doit être organisée pour donner à chacun les mêmes possibilités d'accès au savoir. En rejetant tout

endoctrinement, l'éducation libertaire forme les enfants à penser librement en leur donnant les moyens matériels et intellectuels de leur autonomie et en développant leur sens critique. Publique et laïque, l'éducation anarchiste se méfierait toujours de certaines valeurs de la République. Pourquoi ne pas se rencontrer, enseignants, parents, militants, et débattre sur l'éducation, l'enseignement et la formation, sujets préoccupants qui échappent aux principaux intéressés car l'Etat a tout intérêt à participer à son délabrement.

Gérard. - groupe du Gard de la F.A.

crises de foi

Union sacrée homophobe

Au Royaume-Uni, le gouvernement s'apprête à abroger une loi interdisant aux écoles, collèges et lycées de « promouvoir l'homosexualité ». Cela a suffi pour que les religions du pays s'unissent contre ce projet. Les conservateurs, eux aussi, partent en croisade contre ce qu'ils appellent un projet de loi « sacrilège ». Le journal « Sun » surenchérit : « La majorité silencieuse en a assez des concessions faites à une minorité militante ! » Le porte-parole de Tony Blair réplique que, selon « la manière dont les opposants présentent les choses, on pourrait croire qu'il est question d'autoriser le prosélytisme homosexuel ! Ce n'est pas le cas. » Les catholiques représentés par le primat d'Ecosse, Thomas Winning, mais aussi le conseil musulman du royaume, le grand rabbin Jonathan Sachs et les protestants anglicans estiment eux, que la loi, imposée en 1988 par Thatcher, doit rester telle qu'elle est. Pour le primat de l'Eglise catholique, cette loi n'interdit pas spécifiquement aux enseignants « d'informer » les élèves sur l'homosexualité. Il leur proscrit de la « promouvoir intentionnellement » de la présenter comme « une alternative acceptable à une relation familiale hétérosexuelle ». Doit-on les interner, Mgr Winning ? On voit mal un prof vanter l'homosexualité à des collégiens. Dans quel but le ferait-il ? La seule raison de l'opposition des religions à cette abrogation de loi réside dans le fait que la justice considérerait un couple homosexuel comme égal à un couple hétérosexuel. Or pour nos moralistes, une famille c'est uniquement un homme, une femme et beaucoup d'enfants.

Si le cardinal Winning parle de l'homosexualité comme « une perversion », qu'il ne faut « en aucun cas encourager », l'archevêque anglican Georges Carey et le grand rabbin Sachs, eux, insistent sur le fait qu'il n'est pas question de laisser les enseignants présenter « les relations homosexuelles à un niveau égal à celui du mariage en tant que contexte approprié à l'intimité sexuelle ». Le problème de cette loi qui défend les religieux, c'est qu'elle peut être interprétée comme interdisant toute information sur l'homosexualité. Gageons que l'interdiction de toute discussion dans les lycées et collèges n'empêchera pas les jeunes de vivre leur sexualité quoiqu'en pensent les religieux.

Régis Boussières. - groupe Kronstadt (Lyon)

L'hôpital malade de la précarité

L'HOPITAL NE REFUSE AUCUN PATIENT, IL RÉPOND aux demandes sans discrimination et accomplit ses missions dans le cadre d'un budget global, dont l'évaluation prétendue économique est avant tout bureaucratique et politique, l'incontournable logique comptable déoignée de l'humain et de ses souffrances. Sur Alès, trente emplois titulaires ont été perdus ces trois dernières années : départs en retraite non remplacés. Effectifs insuffisants, charge de travail toujours plus lourde. Les services fonctionnent en temps normal avec le personnel minimum. Les jours de grève, infirmiers et aide-soignants sont tous réquisitionnés pour assurer le service minimum ; leur nombre habituel ne dépassant pas cet effectif minimum : c'est-à-dire que l'hôpital fonctionne en temps normal comme un service minimum, ce qui conduit à des situations critiques. Cet hiver, des patients aliénés ont été hospitalisés en Aveyron, faute de lits... Un patient nécessitant une place en réanimation doit être conduit à Marseille ; Alès, Nîmes et Montpellier n'ayant plus de lits de réanimation disponible. Ce sont autant de drames familiaux, avec des séparations dans des circonstances de grande vulnérabilité.

Face à cela, il faut s'organiser et mobiliser les personnels avec formation de comité de défense, sensibilisation des us-

agers, distribution de tracts, remise en cause des emplois précaires (une cinquantaine à Alès) ; aucune création d'emplois n'est prévue au titre de la réduction du temps de travail. Certaines des revendications, votées à l'unanimité au conseil d'administration sont ignorées par l'agence régionale d'hospitalisation. Rajoutons aussi les problèmes de statut également pour de nombreux médecins étrangers sous-payés par rapport aux médecins français.

Quelques remarques en parallèle sur le fonctionnement de la santé en secteur privé : Les médecins y sont payés à l'acte. Conséquence : surconsommation médicale avec sélection des patients intéressants. Exemple : les surveillances des traumatismes crâniens sont de préférence orientées vers l'hôpital, car ne comptant que peu d'actes techniques, elles sont donc peu rentables. Les services de chirurgie par contre, sont développés. La prise en charge du sida, l'alcoologie, considérées également comme peu rentables sont rejetées du secteur privé.

D'un côté, nous avons un secteur privé avec « hôtellerie soignée » qui choisit ses patients, de l'autre l'hôpital public au budget insuffisant qui travaille sans discrimination, un hôpital qui veut encore croire en sa mission mais qui n'en a plus les moyens.

Soyons réalistes : exigeons la répartition des richesses

ON NOUS LE DIT AVEC FORCE médiatique : tout va bien pour l'économie française. L'inflation est maîtrisée (même pas 1% aujourd'hui, le plus bas chiffre depuis 1957), le commerce extérieur est excédentaire comme il ne l'avait jamais été (plus de 110 milliards de francs d'excédent en 1999) et la compétitivité comme la productivité sont à de hauts niveaux comparés à des pays similaires. Pendant la crise, la croissance continue et le PIB est passé en francs constants de 4000 milliards de francs en 1970 et 1999. Même le chômage a baissé selon les nouveaux chiffres du Ministère, de 150 000 en deux ans.

Une cagnotte pour la tirelire des patrons

En plus, mais la presse en parle moins, d'autres indicateurs sont également positifs pour les capitalistes et les gouvernements. Il en est ainsi des niveaux de profits. Leur part

dans la valeur ajoutée n'a jamais été aussi forte. Les profits sont aujourd'hui à près de 40% du PIB. La part des salaires et des cotisations sociales n'a jamais été aussi basse dans le PIB (52% contre 60% en 1980). Pour tous ces chiffres de source INSEE, voir « Economie et société française depuis 1973 » de Eric Tournier, édition Nathan ou, mieux, « Le nouvel esprit du capitalisme » de Luc Boltanski et Eve Chiapello, édition Gallimard. De même, l'autofinancement des entreprises n'a jamais été aussi important. Plus de 120% d'autofinancement : cela veut dire qu'elles peuvent financer elles-mêmes, à partir de leurs profits, leurs investissements au-delà du montant de ceux-ci. Cela veut dire que les entreprises ont des profits à ne savoir qu'en faire. Et tout cela, une fois dégaugés les profits distribués aux actionnaires qui sont eux aussi largement en hausse. Alors elles les placent sur les marchés financiers, d'où l'explosion de la bourse. La capitalisation boursière de Paris est ainsi passée de 2 600

milliards de francs en 1993 à 5 500 milliards de francs en 1997. Rien qu'en quatre ans, cela veut dire que le revenu lié aux actions a plus que doublé.

Et en plus les recettes fiscales sont plus importantes que prévu. C'est la fameuse histoire de la cagnotte. Trente milliards au bas mot en 1999 et sans doute beaucoup plus. La même chose est à prévoir pour 2000. On ne saura jamais dans cette belle démocratie ce qu'il en est vraiment. C'est là qu'on s'aperçoit qu'on est géré par des « Jean-Foutres » que nous n'accepterions même pas dans les diverses associations où nous sommes engagés. Imaginez un trésorier d'une association ou d'un syndicat qui ne dise pas ce qu'il y a sur les comptes ! Le ministre peut le faire. Bien sûr, le gouvernement affecte ce surplus à la réduction du déficit budgétaire (qui a déjà été réduit depuis 10 ans), histoire de confirmer aux capitalistes qu'ils peuvent continuer à avoir confiance en la France pour faire des profits.

Pour la liberté d'expression Abrogation de l'article L630

« **L**ÉGALISONS LE DÉBAT », TEL EST LE SLOGAN DE notre dernière affiche fédérale sur les drogues : tout simplement parce que la loi interdit tout débat objectif. La valse des procès est tout simplement impressionnante et illustre un acharnement à peine imaginable. Pour évoquer cette réalité, le CIRC (Collectif d'Information de Recherche Cannabique) organise une tournée de concert : Rennes dans un premier temps le 26 Février puis au mois de Mai : Toulouse, Marseille, Montpellier, Lyon, Lille, Paris... (1)

L'article L630 condamne toute « présentation des drogues sous un jour favorable » ou « l'incitation à la consommation » alors même que « cette provocation n'a pas été suivie d'effets ». La sanction pénale peut atteindre 5 ans d'emprisonnement et 500 000 F d'amende. Votée un 31 décembre 1970, la loi sur les stupéfiants a non seulement causé l'enfermement de dizaines de milliers de personnes mais elle interdit en toute impunité la liberté d'expression. En matière de drogues, inutile d'invoquer de faux prétextes type « perturbation de l'ordre public », le seul fait d'évoquer objectivement le sujet peut suffire pour s'attirer les foudres de la justice : t-shirts, pins... sur les marchés constituent la plus grande partie de la jurisprudence.

Une répression sans répit

Mais l'article L630 s'est aussi attaqué à la presse. Dans les années 70, Libération a connu des condamnations à répétition et plus récemment c'est l'Éléphant rose et Pais néteur qui ont dû arrêter leur publication suite à de lourdes amendes et toujours au nom du L.630. Et au-delà de la presse, depuis 5 ans c'est l'ensemble du milieu anti-prohibitionniste qui est dans le collimateur de la justice. C'est le CIRC qui été poursuivi pour la 1^{re} fois en 1995 suite au rassemblement du « 18 Joint ». Cette date sonne le début d'une série impressionnante : des rassemblements à Nantes, au Mans, à Tours, Toulouse, Lyon, Paris (5 fois), Lille seront interdits... Le tract « les 10 choses à savoir sur le cannabis », le fanzine BZH du CIRC Bretagne... tomberont aussi au nom du L.630. D'autres associations connaîtront aussi le sens du L.630 : de ASUD (Association d'usagers et ex-usagers...) à Act Up. Les groupes musicaux connaissent aussi la musique : la dernière poursuite concerne Matmatah pour son titre « Apologie »... Tous les

mois connaissent leurs lots de procès, de procédures, d'enquêtes, de perquisitions...

Dernièrement, c'est Yves Martin du CIRC de Toulouse qui passait devant le tribunal de Toulouse pour un rassemblement qui finalement ne s'est pas tenu parce qu'interdit la veille par les autorités préfectorales. Il faut dire que malgré l'interdit et l'absence officielle du CIRC, 2000 personnes avaient fait le déplacement. De même après 3 années d'interdiction, pour la première fois le L.630 s'attaque à un livre : des poursuites sont engagées contre les Editions du Lézard pour le livre « Les très riches heures du cannabis » par le tribunal de Béthune. La date n'est pas encore connue...

Les raisons de la colère

Mais à y regarder de plus près, l'article L.630 et la loi sur les stupéfiants est un des éléments d'une structure plus globale. Votées en 1970, en même temps que les lois anti-jeunes et anti-casseurs, ces lois arrivent juste après Mai 68. Or la société capitaliste a besoin pour exister, survivre d'une cohésion sociale. Lorsque les contradictions de classes, culturelles, sont trop importantes, on fait intervenir la morale. La religion, la famille, l'Église, l'immigration, les drogues ont toujours eu ce rôle d'unification idéologique. « L'imposition d'un ordre moral par un groupe dominant n'est pas un but en soi. Ce n'est qu'un moyen utilisé pour asseoir son pouvoir. Aussi, le rôle joué par la morale sera plus ou moins suivant les modalités de la domination... » (2) L'objectif de la loi sur les stupéfiants est donc clair : accentué le contrôle social des individus-e-s, en passant du contrôle des corps pour finalement maîtriser les consciences. C'est pour cette raison (afin d'élargir le débat) que nous serons présent-e-s lors de cette tournée organisée par le CIRC et que le groupe FA de Nantes vient de sortir un numéro spécial des « Raisons de la colère » avec 12 pages sur le sujet (3).

Régis. - groupe F.A. de Nantes

(1) Nombreux groupes (Zagohai, Lab, Grandelire, Zenzile...) à partir de 18h00 le 26/02/2000 à Rennes. Salle de la Cité. 100F sur place et 80F sur réservation : 02.23.42.40.32

(2) Brochure ordre moral, Ed Monde Libertaire

(3) Pour commander le n°2 des « Raisons de la colère » sur les drogues : contre 7F (timbres) écrire à FA c/o ACLN, BP

chronique anarcha-féministe

Ah si Marie...

En novembre 1999, le Vlaams Block (extrême droite belge) a déposé un projet de loi visant à repénaliser complètement l'avortement. Jusqu'en 1990, les Belges étaient soumis-e-s à la loi de 1867 criminalisant l'avortement au nom du respect de l'ordre et du maintien des familles. Notons au passage que la qualification d'infanticide n'avait pas été retenue...

En France, malgré la pression des « anti-IVG », les lois de bio-éthiques ne reconnaissent toujours pas de personnalité à l'embryon. Il est considéré au même titre qu'un os, comme une partie du corps. On ne condamne pas pour homicide les personnes dont la dépendance à des substances légales ou illégales réduit leur espérance de vie. Or une grossesse peut mettre en péril la vie d'une femme à la fois sur les plans physique et psychique. Paradoxalement, une sorte d'instinct de conservation pousse de nombreuses femmes à risquer la mort plutôt que de « donner la vie ».

La législation des différents pays sur l'avortement a un effet certain : la réduction du nombre des décès post-abortifs. Alors quoi ? Alors, en Belgique, en France ou ailleurs, tant que la pression sociale tiendra en ligne de mire le ventre des femmes, celles-ci développeront de gré ou de force des réponses avortées !

Marie Couchtoila

On comprend que nos politiciens soient embêtés par cette situation. Il commence à se dire trop fort et trop souvent que ça va bien et Jospin, comme les patrons, sait que ce n'est jamais bon pour les revendications salariales et populaires. Effectivement, les revendications se réveillent et les conflits se multiplient aujourd'hui. Principalement, autour de la question des 35 heures et de la hausse des salaires. Et surtout, se multiplient les conflits gagnants ! Ceux qui luttent parviennent à renverser la vapeur et à instaurer un rapport de force favorable. Et plus que jamais nous avons raison de lutter car la situation économique brillante s'accompagne logiquement d'une dégradation de la situation sociale car les profits des uns se font sur le dos des autres. D'un côté, pauvreté, précarité et chômage se répandent. Tous les chiffres montrent que les emplois précaires se développent et sont devenus le premier contact des jeunes avec l'emploi. La précarité et le chômage sont récurrents car le principe est d'alterner les périodes de travail et les périodes de chômage tout en prétendant lutter contre le chômage. C'est ainsi que plus de quatre millions de chômeurs et quatre millions de travailleurs précaires existent dans le pays. Ainsi, pendant que 3% de la population se partagent 15% de la richesse nationale, 55% de la population doit se contenter de 17% de cette richesse nationale. Se répand ainsi l'insécurité économique et sociale qui s'accompagne d'une difficulté d'accès aux soins, à la formation, à la culture, aux loisirs. Il faut ainsi finir le mois avec 500 francs et, dans ces conditions, on comprend que ce ne sont pas les plus pauvres qui luttent le plus.

La part salariale : une peau de chagrin

De l'autre côté, flexibilité et productivité se répandent pour les salariés. Ceux qui travaillent sont soumis à des rythmes de travail et à une pression de plus en plus forte de façon à faire de la productivité pour produire des richesses qui ne leur profi-

tent que peu. Que ce soit le taylorisme ou les modèles de travail managérial qui prétendent le dépasser, le travail est toujours fondé sur une mainmise des patrons sur les corps et les têtes des salariés. La flexibilité se développe ainsi de manière fulgurante, déstructurant les temps de loisirs et le temps où nous ne sommes pas disponibles pour le patron. Et les 35 H servent essentiellement à ça comme s'en aperçoivent de plus en plus de travailleurs.

Enfin, c'est la restriction budgétaire dans les services publics. C'est la façon pour faire de la productivité, diminuer l'emploi et moins taxer les entreprises et les riches. Et tout le monde voit aujourd'hui que cela mène à des services de santé dépassés par une épidémie de grippe, à des queues qui s'allongent aux guichets et surtout à des services publics pour lesquels le souci du malade, de l'élève, de l'usager est passé à la moulinette de la baisse des dépenses publiques. Le service public devient alors cette espèce de nécessaire dû aux pauvres qui peut donc se dégrader tandis que les autres sont poussés vers le marché (cliniques privées, écoles privées, entreprises privées de courrier...). Il ne faut alors plus s'étonner que cette société produise de la croissance et des profits comme de la rélegation sociale et de la violence. Les deux vont de pair et la route peut mener à encore plus de croissance et de richesses et toujours plus de pauvreté et de violences comme le montrent les pays anglo-saxons. Il ne reste plus alors, à l'instar de ce que montre Loïc Wacquant (dans " Les prisons de la misère ", éditions Raisons d'agir) qu'à criminaliser la pauvreté et renforcer l'Etat pénal. Plus la répartition des richesses est inégale et plus il devient difficile de vivre ensemble sereinement et c'est heureux que ceux qui en sont exclus le fassent savoir et que la majorité laborieuse ne soit pas une majorité silencieuse. La répartition des richesses n'est pas une vieille lune utopique mais un choix de société réaliste pour continuer à vivre ensemble.

Most

Equateur: un coup pour rien ?

PRES D'UN MOIS APRES LE soulèvement indigène et populaire du 21 janvier qui a abouti à la création d'une *junte civico-militaire* en vue d'une transition démocratique puis au maintien du système en place, avec l'imposition par les forces armées, les États-Unis et l'oligarchie, de Gustavo Noboa comme président (voir ML n° 1191), il semble important de revenir sur les protagonistes du « putsch » et sur les perspectives qui s'ouvrent aujourd'hui.

Depuis quelques années la société équatorienne se bipolarise toujours plus : d'un côté les détenteurs du pouvoir et de l'autre l'immense majorité des laissés pour compte. La bourgeoisie a une fois encore serré les rangs face à la peur et la haine que lui inspirent les révoltes populaires.

Pour ce qui est des forces armées, il est à noter qu'il existe en son sein un fort courant conscient des problèmes de la population. Le colonel Gutiérrez ne s'est-il pas référé, lors de son action, à la Révolution de Juillet (mouvement de jeunes militaires) qui, en 1925, fit tomber le pouvoir des banquiers ? Ainsi, le 21 janvier, il s'est agi d'une révolte de soldats et de colonels (contre leur hiérarchie) ayant choisi d'appuyer les indigènes alors que les généraux, eux, restaient « légalistes ». Selon l'ancien président Mahuad, le fait que le haut commandement militaire ait appuyé

Noboa, alors qu'il annonçait qu'il poursuivait sa politique économique est la preuve flagrante du ressentiment des militaires à son égard à la suite de la signature des accords de paix avec le Pérou en 98, de la réduction du budget consacré aux forces armées, de l'alignement de leurs soldes sur les salaires des fonctionnaires et de l'arrêt d'achat d'armes. Le haut commandement jurant aujourd'hui que Mahuad voulait perpétrer un auto-coup d'État pour disposer des trois pouvoirs et qu'il leur en avait fait la proposition à mots couverts ! Par ailleurs, il est indéniable aussi que les États-Unis ont tout intérêt à ce que le gouvernement de Quito et les forces armées équatoriennes soient à sa botte : le pays a une frontière avec la Colombie, qui permettrait de pénétrer le territoire colombien pour lutter contre les FARC en cas de « nécessité »... ou d'échec des négociations entre le président Pastrana et le premier mouvement de guérilla de Colombie (15 000 combattants).

Les perspectives pour le secteur indigène et populaire

Les indigènes se sentent trahis et même si Vargas (président de la CONAIE) « assure aujourd'hui que l'Équateur ne sera pas le Chiapas », il déclare s'armer... de patience pour résister et se tenir prêt. Le mouvement

indigène a déjà prouvé sa capacité à la mobilisation et à la paralysie du pays à plusieurs reprises depuis 1990 et le putsch manqué du 21 janvier le conforte dans son envie et la possibilité d'exiger des changements significatifs.

La CONAIE, qui s'est créée dans les années 80, regroupe les « nationalités » indigènes et représente 30% de la population du pays (sur 12,4 millions d'habitants). Grâce au soulèvement de 90, une relation s'établit entre l'État et les indigènes : le gouvernement ne peut plus faire alors l'économie d'écouter la voix des peuples natifs (la Direction nationale d'éducation bilingue voit le jour). En 1994, la création du Secrétariat des affaires indigènes est symbolique ; bien que cette institution ne réponde en rien aux besoins de la population indigène, elle constitue le début de la reconnaissance officielle d'être « culturellement différents ». En mai 1996, le Mou-

vement d'unité plurinational pachakutik-nouveau pays (MUPP-NP), qui regroupe des organisations indigènes, des entrepreneurs, des syndicats et des groupes écologistes, participe aux élections générales et obtient : un député national, sept députés provinciaux, quatre mairies et soixante conseillers municipaux. Macas, alors président de la CONAIE, devient ainsi le premier député national indigène. Cette « entrée en politique » a notamment permis au mouvement indigène de s'ouvrir à d'autres secteurs populaires et d'élargir sa plate-forme de revendications : en 1998 et en 1999, il s'unit aux secteurs populaires lors des manifestations contre la politique économique de Mahuad. Il ne s'agit plus simplement d'exiger la reconnaissance d'un état pluri-ethnique et multi-culturel, mais bien d'une lutte unifiée de personnes vivant les mêmes difficultés sociales et économiques.

Aujourd'hui la CONAIE demande un plébiscite sur la légitimité de l'action du 21 janvier, la dollarisation, la restitution des dépôts gelés, la corruption et les privatisations en cours. Si le président Noboa ne répond pas à sa requête, il lui faudra présenter 605 000 signatures sur le bureau du Tribunal suprême électoral avant le 20 février pour que la consultation ait lieu le 21 Mai, date des élections locales... et si l'appui des partis politiques est pratiquement nul, bon nombre d'équatoriens aimeraient que le plébiscite ait lieu. Par ailleurs, la CONAIE a lancé un nouveau mouvement qui « ratisse » du centre à la gauche : le Front de Salut National 21 janvier et propose la candidature de Gutiérrez à la présidence. La pression est donc forte sur la classe politique. Premier signe, l'annonce la semaine dernière du dégel des dépôts bloqués l'an dernier.

Ima Llumpay

MEXICO

Grève et répression à l'Université

DEPUIS LE 20 AVRIL DE L'AN passé, des étudiants (et des enseignants) de l'UNAM (Université autonome de Mexico) occupaient les locaux de la plus grande faculté d'Amérique latine en signe de pro-

testation contre l'augmentation des frais d'inscription et de scolarité à l'université. Au cours de leur lutte, ils demandèrent que la gratuité des études supérieures soit inscrite dans la constitution politique et que les étudiants soient consultés lors de la restructuration de l'UNAM.

Exactions en tous genres

Malgré les « appels » constants à la « négociation » de la part des autorités, celles-ci tentaient systématiquement de marginaliser les grévistes. Inutile d'ajouter qu'au cours de ces dix mois de grève, nombreuses ont été les agressions et les violations des droits de l'homme à l'encontre des grévistes (viols, tortures, disparitions forcées temporaires, régulièrement dénoncées par la Ligue des droits de l'homme du Mexique), qui non seulement ont toujours été niées par les pouvoirs publics mais sont restées impunies. Le 10 décembre dernier, après la démission du recteur Francisco Barón, Juan Ramon de la Fuente, nommé à sa place, tentait de renouer le dialogue et de négocier... tablant sur la lassitude de certains étudiants, la rentrée universitaire ratée de septembre et le pourrissement de la situation (la société mexicaine, après avoir soutenu la grève, commençait à s'impatienter et à se désolidariser des grévistes).

Coup de force de l'Etat

La situation était mure pour que l'État casse la lutte : le premier coup de semonce eut lieu le 1er février, alors que les étudiants (partisans et opposants à la grève) étaient réunis en assemblée dans la Preparatoria n°3 pour discuter. Des membres du personnel de l'UNAM, tentèrent de déloger les grévistes faisant 37 blessés. Tandis que ceux-ci étaient évacués vers les hôpitaux, la PFP (Police Fédérale Préventive) prenait le contrôle de la situation ; bilan : 248 grévistes arrêtés et inculpés des délits de terrorisme, vol avec violence, dégâts sur biens d'autrui, asso-

ciation délictueuse. Parmi eux, 77 mineurs qui, finalement, étaient libérés le 7. Le pli était pris : l'autonomie universitaire avait été violée et... cela ouvrait naturellement la voie à ce qui allait suivre : dimanche 6 février, Diodoro Carrasco Altamirano, ministre de l'intérieur, dans une action avouée et revendiquée par la suite par le président Ernesto Zedillo, donnait l'ordre d'arrêter quelque 434 étudiants et par là-même d'investir le campus de l'UNAM ; 2260 policiers attaquèrent les locaux faisant 745 « prisonniers », lesquels en majorité se trouvaient en réunion extraordinaire du CGH (Conseil général de grève) ; le lendemain, certains étaient libérés et 164 autres (dont des enseignants) étaient détenus et accusés de terrorisme, sabotage, vol etc. De plus, la liberté sous caution était refusée à 39 détenus (grévistes les plus actifs)...

« Hijo, escucha, tu papá está en la lucha! »*

Entre les actions du 1er et du 6, le bilan est aujourd'hui de 124 grévistes incarcérés, dont certains sont accusés d'être liés à des groupes terroristes. Malgré les manifestations de parents et d'intellectuels qui ont suivi cette affaire sans précédent (n'oublions pas les étudiants tués le 2 octobre 68 à Tlatelolco), le président Zedillo péroré et « assume » l'entière responsabilité de la mise au pas des étudiants ; il accuse ouvertement le PRD (Parti de la révolution démocratique) de Cauhtémoc Cardenas (maire de Mexico et candidat à la prochaine élection présidentielle de juillet), d'avoir aidé et financé les grévistes. Depuis, le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir depuis 71 ans) remonte dans les sondages. La rentrée universitaire devait avoir lieu lundi 14 février, jour de l'amitié en Amérique latine!

Ima Llumpay

* « Fils, écoute, ton père est dans la lutte » : cri lancé par les parents des étudiants incarcérés lors des manifestations de protestation du 6 février.

CHILI

Pinochet est assuré d'une retraite tranquille

Tandis que le gouvernement chilien (de la Concertation) clamait haut et fort que Pinochet devait rentrer au pays et qu'il y serait jugé, cinq sénateurs (dont un socialiste) présentaient le 7 septembre leur projet de réforme constitutionnelle, il était approuvé le 15 lors d'une session extraordinaire du Sénat. Le 19 janvier, Eduardo Frei, président sortant, donnait l'ordre au parlement d'examiner le projet sénatorial. Aussitôt dit, aussitôt fait, le 25, le projet de modification de la constitution était adopté en l'état par les députés. A priori, il devrait entrer en vigueur le 30 mars.

Le projet de loi approuvé par les deux chambres du parlement établit que les anciens présidents de la république qui sont aussi sénateurs à vie, pourront renoncer à leur charge de sénateur ou en être démis mais « conserver la dignité » attachée à leur ancienne fonction de président. Jusqu'à ce jour, la Constitution héritée de la dictature empêchait la perte du statut de sénateur à vie (constitution de 1980 et les fameuses lois - amates, voir ML n° 1186). Cela concerne donc Pinochet et, à partir du 11 mars, le président sortant Eduardo Frei, puisqu'il faut avoir exercé un mandat présidentiel pendant au moins 6 ans!

La modification de la constitution est taillée sur mesure pour Pinochet : elle modifie l'article 30 et établit le nouveau statut « d'ancien président de la république ». Concrètement, quand bien même l'immunité parlementaire de Pinochet serait levée pour qu'il réponde de ses crimes (57 plaintes ont été déposées contre lui et sont instruites actuellement au Chili par le juge Juan Guzmán), elle serait aussitôt remplacée

par l'immunité d'ancien président. Même s'il semble aujourd'hui se profiler la possibilité de lever l'immunité parlementaire de Pinochet (l'opinion internationale étant finalement la seule pression), le vide juridique est tel sans oublier que les postes de l'appareil d'état sont aux mains de pinochétistes, que l'ancien dictateur peut dormir tranquille.

Il ne lui reste donc plus qu'à attendre 6 semaines pour rentrer au Chili et pro-

fitier d'une retraite de rentier. Au bout du compte, le seul enseignement à retirer de cette « affaire » est la « dépinochétisation » de la société chilienne (voir ML n°1190) : elle souhaite effacer l'ancien dictateur de son histoire. On ne construit pourtant pas une société sur l'oubli mais sur la mémoire car « ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le revivre ». Ni perdón, ni olvido!

Ima Llumpay



CINÉMA

Berlin, no man's land, toujours en chantier

A propos du 50^e Festival de Berlin

Prenzlauer Berg à Berlin Est, Kreuzberg à Berlin Ouest, centres anciens de la contestation, affichent encore sur leurs murs des slogans : « Deuil + colère = résistance » ; « Oui sont les héros, qui sont les terroristes ? » ou « Chasser les nazis, garder les étrangers » et le plus célèbre de tous : « Étrangers, ne nous laissez

pas seuls avec les Allemands ! ». (1) C'est important de le souligner, car avec la disparition du Mur, les graffiti ont disparu aussi. Attendons, si les Berlinoises ne finiront pas par inscrire des choses sur les murs (verre et métal) des multiplexes où se déroule le 50^e Festival de Berlin, dite « Berlinale ». Berlin a toujours connu des luttes ouvrières, des

luttés révolutionnaires et leur contraire, car c'est bien à Berlin qu'on a jeté les cadavres de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht dans le Landwehrkanal. Les films du Festival ont reflété l'histoire, les spectateurs ont exprimé leur contestation ou leur adhésion des visions proposées. Berlin était le seul Festival tampon et agent de liaison entre l'Est et l'Ouest, ce que Godard a très bien montré dans « Allemagne Neuf Zéro » avec ex-Lemmy Caution alias Eddy Constantine dans le rôle de l'agent oublié qui n'arrive pas à rejoindre l'Ouest. Depuis la chute du Mur, Berlin est entré dans la ronde capitaliste des Festivals, rendant encore plus âpre la lutte entre Berlin, Cannes et Venise. De Faßbinder, l'enfant terrible malmené, couronné quelques mois seulement avant sa mort avec *Veronika Voss*, on est passé à Wim Wenders, sans se poser la question de ce qui les reliait, ne voyant que ce qui les séparait. Pourtant les deux cinéastes travaillent l'identité allemande flottante, entachée de honte et de culpabilité. Le film de François Ozon *Goutte d'eau sur pierre brûlante* réalisé d'après deux pièces de Faßbinder, les films allemands en compétition dont un Schlöndorff sur l'histoire d'une terroriste de la RAF (Fraction Armée Rouge) vont sûrement relancer la question.

sur un scénario de Jean Genet. Le « Panorama », section parallèle, programme des films sur les différences, attribue un « Teddy » (ours en peluche) pour le meilleur film gay et lesbien. On y trouve *Drôle de Félix*, le nouveau film de Olivier Ducastel et de Jacques Martineau, réalisateurs de *Jeanne et le garçon formidable*. Félix descend de Dieppe vers Marseille pour rencontrer son père qu'il ne connaît pas. On sait bien, ce n'est pas le but du voyage qui est intéressant, ce sont les rencontres qu'on fait : Félix, Sami Bouajila, beur, assiste à un crime raciste (dans une ville ordinaire), rencontre une vieille dame délicate (Patachou), trois enfants qui ont la même mère (Ariane Ascaride), mais trois pères différents, avale les cachets de sa thérapie et retrouve son copain à l'arrivée. Un film gourmand de la vie, loin des idées reçues. Le parti pris, montrer la vie de couple de deux hommes qui s'aiment, est réussi. En plus c'est un film où l'on chante et s'amuse beaucoup. Sortie parisienne en avril. Le Forum du Jeune Cinéma privilège

comme toujours les documentaires de tous les coins du monde, mais reprend aussi des films inédits comme le sulfureux *Beau Travail* de Claire Denis. Depuis *Chocolat*, largement autobiographique, l'aspect métissé du cinéma de Claire Denis est évident. Dans tous ses films le désir transgresse les barrières de la couleur de la peau. *Beau Travail* se passe dans une section désœuvrée de la Légion étrangère, à Djibouti. Adapté d'un roman de Melville, Claire Denis prend le risque de bâtir son film autour d'un conflit d'obésité, de montrer un monde d'hommes, fermé et dépassé. Elle travaille le conflit idéologique, ne cédant rien au folklore homoérotique des corps, toujours à moitié nus. Leurs mouvements deviennent chorégraphie du désir. Ce sujet mélo est sauvé de la fatalité par la mise en scène et les acteurs : Denis Lavant, Grégoire Colin et Michel Subor. Sortie en mars 2000. (à suivre).

Heike Hurst (Fondu au Noir)
(1) Emmanuel Terray, *Ombres Berlinnoises*, Ed. Odile Jacob, 1996.

LECTURE

Poètes, vos papiers !

Albert Camus participant à des meetings organisée par la CNT et la FA et publiant des articles dans le *Monde libertaire*. Georges Brassens permanent correcteur de la Fédération anarchiste, écrivant dans le journal de la FA (sous le pseudo de Géo Cédille) et chantant à son profit... Léo Ferré écrivant dans « la Rue » (la revue du groupe Louise Michel), le *Monde libertaire* et donnant régulièrement des galas de soutien pour la FA... Le groupe surréaliste et André Breton alimentant le débat dans les colonnes du journal des anarchistes. Boris Vian publiant un poème dans le *Monde libertaire*... Jacques Prévert, Armand Gatti, Michel Ragon... et combien d'autres encore qui, dans les années 45-68, avaient clairement choisi leur camp!

En ce temps là, le poète était anar et la révolution était poétique! Cette brochure, étonnante avec le recul du temps, nous rappelle cette évidence de toujours que l'art n'est révolution que quand la révolution est art!

Sartre, Johnny, Mireille, BHL et les autres n'y pourront jamais rien! Merci aux éditions du *Monde libertaire* de remettre, une fois de plus, les pendules à l'heure!

Car qui se souvient de... et qui se souviendra de...? Si par hasard vous en doutiez, lisez cette brochure. Elle est époustouflante et sans l'ombre d'un doute.

Un grand salut à vous, camarades Serge Utgé-Royo, Bruno Daraquy, Gun, Les Binamés, et combien d'autres encore qui ont pris le relais. Celui des sans-papiers de toujours et d'a toujours.

N'est pas poète qui veut!
Et n'est révolutionnaire que...!
So long!

Maylis O'Brian

Incrévables anarchistes n°8, Avec un A comme dans Culture. 50 p., 20 F. Éditions du *Monde libertaire*. En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145 rue Amelot, 75011 Paris. (chèques à l'ordre de Publico, 28 F port compris).

copinage

Projection du film de Frédéric Goldbronn « *Diego* » dans le cadre de « Documentaire sur grand écran » au Cinéma des Cinéastes (7, av. de Clichy Paris 17^e). Ce film sera projeté avec « La Vie est à nous » de Jean Renoir. Dimanche 20 février à 11h; le 27 février à 18h (débat avec Diego Camacho alias Abel Paz) et le 12 mars à 14h.

Marie-Josée Vilar présentera (avec Jack Ada et Michel Ghuzel) ses nouvelles chansons lundi 28 février à 20h30 au théâtre Clavel, 3 rue Clavel (Paris 19^e). Places 100 F et 80 F. Rés : 01 42 38 22 58.

radio libertaire
Paris - 89.4 MHz

jeudi 17 février à 18 heures :

Si Vis Pacem: La guerre du Golfe neuf après.

dimanche 20 février à 14 heures :

Ni Dieu ni maître queux: Les Vosges en hiver, un climat, une économie... la choucroute, le fumé et les beignets de carnaval.

lundi 21 février à 19h30 :

La Mémoire sociale: avec Michel Ragon, auteur de « Georges et Louise »

mercredi 23 février à 10h 30 :

Blues en liberté: Robert Cray, le blues « crooner ».

EXPO

Les fauves ou la couleur conquérante de liberté

ILS ONT PEINT NOTRE VISAGE EN BLEU ET VERT ; ILS ont baigné d'orange le ciel aux arbres rouges et le soleil, par eux, devient noir, aussi noir que le contour appuyé de nos paupières. Leurs paysages se sont transformés en zones cloisonnées et incandescentes, tels des vitraux laïcs et insolents que, sans doute eût aimés Gauguin. Et dans cette nature surréelle, contrastée et vivante jusqu'à la violence, ils ont disposé nos corps nus, déformés, surexprimés et surexités, enfin sexuels.

On les appela « Fautes » car libres et redoutables sont les félins parcourant les espaces rescapés de la civilisation humaine. Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris leur consacre une exposition jusqu'au 27 février.

Tout commença au Salon d'automne de 1905. Dans la salle 7, Derain, Matisse, Vlaminck, Manguin, Marquet, Camoin osèrent s'affranchir du réel en présentant des tableaux aux couleurs arbitraires, contrastées et saturées. L'exposition d'aujourd'hui se veut en effet européenne: elle tente de montrer les parentés stylistiques éventuelles entre les expressionnistes de « Die Brücke » à Dresde, les recherches de Jawlenski, Kandinski et Münter à Murnau et à Munich, les recherches russes du « Valet de carreau », la place de Munch, etc. Du coup, tous ces mouvements, si riches, si denses qui caractérisent l'art dans le premier quart du XX^e siècle, s'ils ont le mérite d'être représentés, ne le sont forcément que très partiellement. Il y a par ailleurs un parti pris « matisien » dans les commentaires inscrits sur les cimaises et dans le catalogue qui me paraît relever davantage du chauvinisme que de l'analyse objective de la situation esthétique d'alors; n'oublions pas qu'au moment du fauvisme, Picasso, lui, s'engage sur des recherches formelles et non chromatiques, qui le mèneront au cubisme.

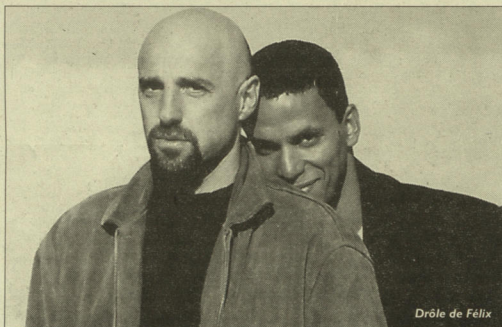
Cependant, il y a les œuvres et la joie pure de leurs couleurs éclatantes est toujours communicative aujourd'hui. Il me semble qu'on est ébloui, encore par cette explosion sans retenue des rouges, bleus, jaunes de Vlaminck, quand la couleur se jette à notre visage comme une claque, au-delà de toutes les règles, invincible et imparable, comme peut l'être l'élan de la liberté enfin conquise.

Lors de son séjour à Londres, Derain voit les œuvres de Turner, son aîné, et ce dernier le conforte dans la voie choisie. Derain, Braque sont ceux qui harmonisent le mieux la construction et la force coloriste, tandis que Vlaminck suit son instinct, ses sensations, cette part mystérieuse et inconnue de nous-mêmes qui parfois nous effraie... et c'est justement cela que j'aime chez Vlaminck.

Notons enfin le point commun au Fauvisme et aux mouvements picturaux qui l'accompagnent: c'est cet intérêt pour la figure humaine, masculine ou féminine, ce goût de la représentation du corps ou du visage exprimée avec énergie, en lignes épaisses, saturées jusqu'à la déformation.

On sait que Matisse va évoluer vers une simplification maximale des moyens picturaux tandis que les possibilités expressives de la couleur vont conduire d'autres peintres vers l'abstraction. On en prend conscience en regardant les trois *Marines* de Nolde de 1910 et 1911 mais aussi bien sûr, avec les œuvres de Kandinsky et Kupka. De la figuration à l'abstraction, la frontière n'est sans doute pas aussi étanche qu'il y paraît. En tous cas, à l'aube du XX^e siècle, quelques peintres, en célébrant la couleur, nous ont fait franchir allègrement et résolument le seuil de la modernité.

Yolaine Guignat
(Contre-courbe - Radio libertaire)



Drôle de Félix

LYON

Manifestation pour la libération de Mumia Abu Jamal

MUMIA ABU JAMAL, noir américain, journaliste de presse et de radio, ancien membre du groupe politique des Black Panthers, militant de la cause noire aux États-Unis, est toujours maintenu dans les couloirs de la mort d'une prison de Pennsylvanie. Mumia a été condamné à la peine de mort en 1982 pour le prétendu meurtre d'un agent de police, au cours d'une véritable parodie de justice. Les flics du FBI qui l'ont fait condamner ont reconnu par la suite avoir fabriqué les preuves et un témoin à charge s'est dit prêt à revenir sur ses déclarations que la police lui avait extorquées sous la menace. Mumia de-

vrait donc être libéré. Pourtant la justice s'acharne. Mumia a déjà été confronté à de nombreux mandats d'exécution et risque à tout moment d'y être de nouveau confronté. À chaque fois, seule la pression populaire et internationale a pu empêcher sa mise mort. Depuis le dernier mandat d'exécution, stoppé en décembre dernier, la lutte pour sa libération a pris une nouvelle forme, marquée par un élargissement et une décentralisation géographique. Ainsi, à Lyon, après de multiples initiatives de sensibilisation, dont des conférences remarquées de Julia Wright (représentante du COSIMAPP), un collectif d'organisations et d'associations

s'est constitué en soutien à Mumia. C'est à l'appel de ce collectif, auquel s'est jointe l'Union locale de la Fédération anarchiste, qu'a eu lieu une manifestation le samedi 12 février. Forte de plus de 300 personnes, cette manifestation, qui ne devait être au départ qu'un simple rassemblement de protestation devant le consulat des États-Unis, a finalement traversé les rues piétonnes et commerçantes du centre ville jusqu'à la gare de Perrache dans une atmosphère dynamique qui n'a pas manqué d'interpeller les nombreux passants, notamment les jeunes des quartiers populaires et issus de l'immigration. La présence de la Fédération anarchiste a été bien remarquée en raison des militants et drapeaux noirs présents en tête de manif, des slogans bien repris comme « Peine de mort, crime d'État, liberté pour Mumia » ou encore de notre tract largement diffusé « Partout dans le monde, l'État assassine ».

Cette mobilisation n'est qu'une nouvelle étape dans la lutte pour la libération de Mumia. Il faut dès maintenant préparer la journée internationale de soutien prévue le 11 mars prochain. Une manifestation doit avoir lieu à Paris et des départs collectifs devraient être organisés comme des initiatives locales. Sur Lyon, le collectif s'inscrira dans une de ces deux dynamiques.

David - groupe Durruti (Lyon)

La Cogifer cède face aux ouvriers du métro de Rennes

Les employés de la Cogifer qui construit le métro Val de Rennes ont gagné. Le Monde libertaire a rendu compte de leur lutte. Celle-ci continue sur le terrain juridique. La CNT compte bien faire reconnaître par cette juridiction que la Cogifer, avec ses mille salariés, ne respecte pas les accords qu'elle a signés sur les 35 heures. En échange du maintien du salaire, et donc de 35 heures payées 39, l'entreprise a touché l'équivalent de 14 000 F pour l'embauche de chaque nouveau salarié. Seul problème, si la Cogifer a bien touché la prime de l'État, elle n'a pas respecté l'accord. Une victoire ferait jurisprudence dans le bâtiment où ce genre de pratique, qui s'appuie sur la méconnaissance par les salariés des textes et l'absence de syndicats, est monnaie courante. La vigilance est aussi de mise pour la mise en œuvre des accords comme le montrent les projets de tracts que les ouvriers ont prévus au cas où il faudrait reprendre rapidement la grève; avec un tel patronat qui confond XXI^e et XIX^e siècle on ne sait jamais.

CNT

En Autriche ou à Grenoble, non au fascisme

LUNDI 7 FÉVRIER À GRENOBLE une manifestation de protestation vis à vis de la situation politique autrichienne a rassemblé plus de 1500 personnes. Un cortège et un tract unitaire étaient là pour exprimer l'indignation des participants (Association nationale des anciens combattants et résistants, MRAP, PC, Ras l'front, Planning familial...) face à l'accession au pouvoir du leader autrichien d'extrême droite. Le groupe Jules-Vallès de la Fédération anarchiste, bien que non-signataire de cet appel, était présent avec de nombreux sympathisants. Depuis toujours, le mouvement anarchiste est antifasciste, et c'était là pour nous l'occasion de le rappeler, tout comme se remémorer que la situation autrichienne a un goût de déjà vu en Europe: l'accession au pouvoir de Berlusconi grâce à l'alliance avec les fascistes de Forza Italia menés par G. Fini. N'oublions pas que la montée de montée de l'extrême droite en Autriche était inquiétante depuis de nombreuses années, et ne faisons pas semblant de s'en rendre compte seulement quand se négocient des alliances pour le pouvoir.

Si la situation internationale est grave, elle est à l'image de ce qui se passe à Grenoble. En effet, depuis la fin de l'année 1999, les fascistes de la région font parler d'eux. Déjà en

novembre, un commando armé de battes de base-ball et de pistolets ont attaqué une conférence organisée par l'association Amitiés et liens France Maghreb (ALIF) animée par l'historien et ancien membre du FLN Mohamed Harbi. Après avoir insulté l'assistance, bousculé les tables et les chaises sans faire de blessés et laisser des tracts signés « Comité national autonome », cinq hommes sont interpellés par la police, deux seront mis en examen suite à la plainte déposée par l'association.

Malheureusement, les fascistes n'en sont pas restés là: mercredi 9 février, deux hommes se présentant comme policiers enquêtant dans le

cadre de cette affaire pénétrèrent au domicile du directeur de l'association, séquestrèrent sa femme et la torturèrent, puis bombardèrent des injures racistes dans son appartement, en laissant une lettre de menace de mort, qui n'était pas la première reçue par le président et le directeur de l'association. Le groupe Jules-Vallès a exprimé tout son soutien à la victime et à sa famille. La résistance s'organise à Grenoble pour que cela n'arrive plus. Un collectif de soutien vient d'être créé et il a d'ores et déjà lancé une mobilisation, avec notamment une manifestation lundi 14 février.

Groupe Jules-Vallès (Grenoble)

Solidarité avec les anarchistes anti-OMC

Au moins 18 militants anarchistes américains passeront prochainement en justice, suites du contre-sommet anti-OMC de fin septembre dernier. Contrairement à la majorité des autres militants anti-OMC qui n'ont pas été poursuivis, la police et la justice américaine réservent un traitement particulier aux anarchistes. Des réseaux de solidarité sont en place, organisés par des militants de l'Initiative pour une fédération des communistes libertaires du Nord-Est et des libertaires de la Côte-Ouest.

groupe anarchiste Emile Henry (Québec)

Pour plus d'infos, écrire à: groupe E. Henry / C.P. 55051 / 138 St Vallier O. / Québec / GIK IJO / Canada.



Affiche éditée par le groupe Elisée-Reclus de la F.A. Format 90x60. En vente (70 F les 50 ou 10 F l'unité) à la librairie du Monde libertaire (chèque à l'ordre de Publico, + 10 % pour le port)

A G E N D A

Jeudi 17 février

SAINT-ETIENNE: Conférence-débat organisée par le groupe Nestor Makhno de la F.A. dans le cadre d'une tournée organisée par l'Union Régionale Rhône-Alpes de la F.A. « **A qui profitent les 35 heures?** » à la bourse du Travail, cours Victor Hugo à 20 heures, salle Sacco et Vanzetti avec René Berthier et des syndicalistes de SUD-rail et de la CNT.

LIBRAMONT: Les lectrices/lecteurs d'Alternative libertaire de la province du Luxembourg, du Grand-Duché et des départements français voisins sont invité-e-s à se rencontrer à **19 heures au Centre Le Brasero**, 7 rue Fontaine aux Mûres (pré- rendez-vous à 18 h 30 à la gare). Pour plus d'infos: 061/61 35 58 (pour la Belgique) ou 03-29 88 09 89 (pour la France).

vendredi 18 février

ANGERS: le groupe de la F.A. organise une réunion publique sur « **Le rôle de l'Etat dans notre société** » à 20h30 à L'Étincelle, 26, rue Maillé.

LYON: À l'initiative de l'Union Locale de la F.A., rassemblement de soutien aux antifascistes autrichiens à **18h30 devant le consulat d'Autriche**, 21 rue Bourgelat, 2^e (métro Ampère).

PARIS: Réunion publique organisée par le groupe de la Villette de la F.A. sur le thème « **La nécessité de l'organisation anarchiste** » à l'Usine, 102, bd de la Villette (M^o Colonel Fabien) à 20 h 30.

GRENOBLE: Conférence-débat organisée par le groupe Jules-Vallès de la F.A. « **35 heures: avancée ou recul?** » au 102, rue d'Alembert à 20 heures avec René Berthier.

VANNES: Le collectif anti-marée noire de Vannes et le groupe René Lochu de la F.A. vous invitent à la **projection du film « Les pétroliers de la honte »** de Patrick Benquet (un débat suivra). À 20 h 30, au Palais des Arts.

samedi 19 février

CHAMBERY: Conférence-débat organisée par le groupe de la F.A. « **A qui profitent les 35 heures?** » à la Maison des associations, rue Saint-François de Salle, à 15 heures avec René Berthier.

LYON: Premier forum des associations gays et lesbiennes avec la participation entre autres de la F.A. Mairie du 8^e de 13h30 à 19 heures.

dimanche 20 février

MONS: Le groupe Soleil noir, l'espace libertaire et l'Union régionale Belgique francophone de la F.A. vous invitent à la **projection de « Les enfants du Borinage »** de Patric Jean, puis au débat qui suivra (bilan de la gestion de la région). À 11 heures, 111 rue Monsville Quareguon.

vendredi 25 février

PARIS: Des groupes parisiens de la F.A. organisent une conférence-débat intitulée « **Qu'est-ce que l'anarchisme?** » à l'AGECA, 177 rue de Charonne (11^e) à 20 h 30.

SARREBOURG: Le groupe Voline « ne plus subir » de la F.A., la section locale de la CNT, l'A.L.A.F organisent une conférence-débat « **Qu'est-ce que l'anarchisme?** » à 18 heures à la salle de la fanfare dans le quartier Hoff. La conférence sera suivie d'un concert (Utopia, J'aurai voulu, Vomit for breakfast, Pedestrian et Ersatz). PAF: 25 F.

samedi 26 février

PARIS: la librairie du Monde libertaire organise un forum avec **Claude Guillon** pour son livre « **Economie de la misère** » à 16h30, 145 rue Amélot (11^e).

vendredi 3 mars

PARIS: Des groupes parisiens de la F.A. organisent une conférence-débat intitulée « **Histoire de l'anarchisme** » à l'AGECA, 177 rue de Charonne (11^e) à 20 h 30.